

**Face à la recrudescence des attaques des lobbys, 36 associations de professionnels de santé, de scientifiques, de consommateurs et de patients ainsi que des ONG appellent les citoyens à signer une pétition pour défendre le logo nutritionnel Nutri-Score**

Le logo nutritionnel Nutri-Score a été adopté en France par un arrêté interministériel le 31 octobre 2017 après une âpre bataille contre les lobbys agroalimentaires qui a duré près de 4 ans. Affiché sur la face avant des emballages des aliments, sa simplicité en fait un outil intuitif et compréhensible par tous pour reconnaître les différences de composition nutritionnelle entre les produits et aider les consommateurs à orienter leurs choix vers des aliments de meilleure qualité nutritionnelle. Bien que simple d'interprétation il repose sur de nombreux travaux scientifiques qui ont démontré son efficacité et son intérêt pour les consommateurs et la santé publique. D'ailleurs, après la France, 6 autres pays ont également décidé de mettre en place le Nutri-Score : la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suisse.

Bien qu'aucune firme agro-alimentaire n'y était favorable lorsqu'il a été proposé, dès 2014, par une équipe de recherche publique sans liens d'intérêt, c'est grâce aux travaux scientifiques et à la pression des scientifiques, des acteurs de santé, des associations de consommateurs, de nombreuses ONG et de multiples actions citoyennes, qu'aujourd'hui plus de 870 marques se sont finalement engagées à l'afficher. Mais comme il reste basé sur le volontariat des entreprises -compte-tenu d'une réglementation européenne qui empêche les états-membres de rendre obligatoire tout affichage d'un logo nutritionnel synthétique sur les aliments- de nombreux groupes agro-alimentaires continuent à s'y opposer et le combattre. C'est le cas notamment de Coca-Cola, Ferrero, Mars, Lactalis, Mondelez, Kraft et de beaucoup d'autres entreprises nationales et internationales.

L'annonce récente par la Commission Européenne, dans le cadre de sa stratégie « Farm to Fork », d'un futur vote portant sur la mise en place d'un logo nutritionnel unique et obligatoire pour toute l'Europe avant la fin de 2022, a réveillé le lobbying, à la fois des industriels traditionnellement opposés à Nutri-Score mais également de certaines filières agricoles (fromages, charcuteries) avec derrière eux de grands groupes industriels alimentaires (Lactalis, Savencia,...) qui ne souhaitent pas fournir aux consommateurs une réelle transparence sur la composition nutritionnelle de leurs produits.

Nous assistons aujourd'hui, en France et dans toute l'Europe, à un nouveau lobbying intense des acteurs économiques, relayé par de nombreux politiciens au niveau national et régional (souvent pour des raisons électoralistes) qui mettent tout en œuvre pour empêcher que Nutri-Score soit adopté en Europe comme le modèle unique et obligatoire utile aux citoyens ou qui tentent de le dénaturer pour protéger certaines filière (en proposant certaines exemptions de certains produits).

Conscients que l'alimentation joue un rôle majeur pour la santé et la prévention de nombreuses maladies, nous, signataires de cette tribune, représentant des milliers de scientifiques et professionnels des champs de la nutrition, de la santé publique, de la pédiatrie, de la cancérologie, des maladies cardio-vasculaires, de la diabétologie et de nombreuses autres disciplines médicales, associations de consommateurs et de patients et ONG actives dans le champ de la santé, exigeons

que l'ensemble des consommateurs puissent connaître, grâce à l'affichage du Nutri-Score, la qualité nutritionnelle de TOUS les aliments, sans exception, afin de pouvoir orienter leurs choix de façon raisonnée, en toute connaissance de cause. Nous considérons que c'est un droit des consommateurs et un devoir des opérateurs économiques.

A une époque où les ressources sanitaires s'épuisent, la prévention primaire doit être une priorité absolue. L'amélioration de l'alimentation des citoyens est un levier de premier ordre pour prévenir les maladies, promouvoir la santé et éduquer les citoyens.

Nous demandons :

- 1) au gouvernement français et en particulier à ce nouveau ministère qui se veut non seulement de "la Santé" mais aussi de "la Prévention", que tout soit mis en œuvre pour contrer l'action des lobbys qui visent au niveau national à torpiller Nutri-Score ou à le dénaturer,
- 2) au parlement européen d'adopter Nutri-Score comme le logo obligatoire pour l'Europe dès 2023, compte-tenu de ses bases scientifiques et de son intérêt démontré en termes de santé publique,
- 3) aux industriels qui aujourd'hui refusent d'afficher Nutri-Score de répondre à la demande des consommateurs qui demandent une vraie transparence nutritionnelle, et d'afficher dès-à-présent (même s'il n'est pas encore obligatoire) le Nutri-Score sur leurs produits.

Face aux puissants lobbys, notre collectif de défense du Nutri-Score appelle les citoyens à se mobiliser et faire également entendre leurs voix pour peser dans le débat politique au niveau national et européen en signant la pétition « **Stop aux lobbys qui essaient de dénaturer Nutri-Score et empêcher qu'il soit obligatoire** » : <https://chng.it/BghbbGMW>

La santé de citoyens n'a pas de prix et la santé publique doit l'emporter sur la défense d'intérêts purement économiques !

## **COLLECTIF DE DEFENSE DU NUTRI-SCORE**

### **Associations de professionnels de santé, scientifiques et acteurs de santé publique**

*Association Française des Diététiciens Nutritionnistes (AFDN)*

*Association Française d'Étude et de Recherche sur l'Obésité (AFERO)*

*Association Française des Pédiatres Ambulatoire (AFPA)*

*Association Française des Pédiatres Endocrinologues Libéraux (AFPEL)*

*Association des Médecins Inspecteurs de Santé Publique (AMISP)*

*Association pour la prise en charge et la Prévention de l'Obésité en Pédiatrie (APOP)*

*Association of Schools of Public Health in the European Region (ASPHER)*

*Centre de Ressources en Nutrition Nouvelle Aquitaine (CERENUT)*

*Chaire Recherche Sciences Infirmières APHP, Université Sorbonne Paris Nord*

*Club Européen des Diététiciens de l'Enfance (CEDE)*

*Équipe de Recherche en Épidémiologie Nutritionnelle, Inserm/Inrae/Cnam/Université Sorbonne Paris Nord (EREN)*

*Fédération Addiction (FA)*

*Fédération Francophone de Cancérologie Digestive (FFCD)*

*Fédération Nationale d'Éducation et de promotion de la Santé (FNES)*

*Institut de Santé Publique, d'Epidémiologie et de Développement (ISPED)*

*Réseau Nutrition Activité physique Cancer Recherche (NACRe)*

*Société Française du Cancer (SFC)*  
*Société Française d'Hépatologie (AFEF)*  
*Société Française d'Hypertension Artérielle (SFHTA)*  
*Société Française de Nutrition (SFN)*  
*Société Française de Nutrition Clinique et Métabolique (SFNCM)*  
*Société Française de Santé Publique (SFSP)*  
*Société Francophone du Diabète (SFD)*  
*Société Nationale Française de Gastro-Entérologie (SNFGE)*  
*Syndicat des Médecins Inspecteurs de Santé Publique (SMISP)*  
*The European Childhood Obesity Group (ECOG)*

**Associations de consommateurs et de patients et ONG**

*Association nationale de défense des consommateurs et usagers Consommation Logement Cadre de vie (CLCV)*  
*Association de consommateurs salariés de la CGT (INCODESA-CGT)*  
*Association les Amis de la Terre France*  
*Association Santé Environnement France (ASEF)*  
*Collectif National des Associations d'Obèses (CNAO)*  
*Fédération Française de Cardiologie (FFC)*  
*Fédération Française des Diabétiques (FFD)*  
*Ligue contre le Cancer*  
*ONG Santé Diabète*  
*Observatoire de la Transparence dans les politiques du médicament (OTMeds)*